CSA Ministériel Travail – Emploi du 20 juin 2024

Pour les élu·es CGT TEFP, SUD Travail et FSU SNUTEFE, l'heure n'est pas à la discussion, mais à la mobilisation : Nouveau Front populaire !

L'heure est grave : l'extrême droite est notre ennemie mortelle et alors qu'elle peut accéder au pouvoir, il est de notre devoir de mettre toutes nos forces dans la bataille pour l'en empêcher. Nous appelons solennellement nos collègues à réagir !

Il est impératif de nous unir, contre l'extrême droite et pour nos revendications. Il est vital de nous mobiliser autour d'un plan d'urgence social, écologique, féministe et antiraciste, en commençant par :

- ✓ Le retrait de la réforme Macron de casse de nos retraites, pour le retour à la retraite à 60 ans ;
- ✓ L'augmentation générale des salaires et des pensions ;
- ✓ La défense et le développement des services publics, le renforcement de leurs moyens, en particulier le service public du travail et de l'emploi, dont la déshérence, voulue par les politiques, nourrit le mal-être des plus fragiles et les votes de désespoir ;
- ✓ L'abandon du projet de réforme de l'assurance chômage ;
- ✓ L'abrogation de la loi asile-immigration, la régularisation des travailleur·ses sans-papiers ;
- ✓ La défense et le rétablissement des libertés démocratiques de revendiquer et de manifester, l'arrêt de la répression syndicale ;
- ✓ Un véritable programme en faveur de l'égalité salariale et de l'éradication des violences sexistes et sexuelles ;
- ✓ Le refus des discriminations liées à la nationalité, l'origine ou la religion.

Il n'y a pas à « essayer » l'extrême droite : dès qu'elle est au pouvoir, elle oublie ses promesses verbales et ne tarde pas à s'attaquer aux droits sociaux, aux libertés publiques et aux instruments qui permettent l'expression des plus faibles, leurs actions revendicatives et la lutte contre les inégalités et discriminations de toutes natures.

L'extrême droite est l'ennemie du monde du travail : derrière un discours pseudo social ou un soutien de façade à certaines mobilisations du monde du travail, ses représentant·es votent systématiquement pour la défense des intérêts du patronat et des riches. Il·elles se sont ainsi prononcé·es contre l'augmentation du SMIC, l'indexation des salaires sur l'inflation, la revalorisation des pensions de retraite ou encore le gel des loyers. Leur projet consiste à tenter de faire payer les difficultés du capital à celles et ceux qui souffrent déjà le plus de la situation. Mais persécuter les immigré·es, les musulman·es, les chômeur·ses et les sans-papiers n'améliorera en aucun cas le sort des travailleur·ses. Le RN poursuivra et amplifiera la régression sociale portée par le gouvernement actuel. J. Bardella a d'ores et déjà botté en touche s'agissant de l'impérieuse nécessité de retirer la réforme des retraites et il semble assez évident qu'il n'y voit en aucun cas une priorité.

L'extrême droite est l'ennemie des services publics : si elle prône un État « fort », elle vise l'unique renforcement des services répressifs, police et gendarmerie, notamment. La mise en œuvre de son programme économique aurait en outre pour conséquences de réduire drastiquement les recettes de l'État. Et surtout, l'extrême droite prône un service public qui exclut en faisant reposer son fonctionnement sur la préférence nationale, ce qui est en contradiction totale avec les valeurs d'égalité et de solidarité consubstantielles au service public.

L'extrême droite est profondément sexiste, raciste et homo/transphobe. Elle ne peut en aucun cas constituer une « alternative », encore moins une quelconque solution à la crise démocratique et sociale que nous connaissons.

Et notre colère n'oublie pas de viser également le principal responsable de cette crise. Nous n'avons eu de cesse de le dire, notamment au Ministère du Travail et de l'Emploi : en passant en force sur la réforme des retraites, en imposant une aussi ignoble qu'inutile loi « asile – immigration », en durcissant, lois après lois, les conditions d'indemnisation des personnes privées d'emploi, en réprimant durement le mouvement social et syndical, en alimentant le « contrôle bashing », en ignorant systématiquement nos légitimes revendications, E. Macron et ses gouvernements successifs portent une responsabilité écrasante.

L'heure n'est donc pas à siéger en instance ministérielle pour discuter comme si de rien n'était et ce d'autant plus que tout est manifestement mis en suspens. L'heure est à la mobilisation, à l'image des fortes manifestations du week-end dernier qu'il nous faut amplifier. Nous appelons à l'unité du camp syndical et politique, comme pendant la bataille contre la réforme des retraites, pour construire une alternative de progrès social.

Parce que OUI, l'alternative existe bel et bien : ni extrême droite, ni poursuite du projet de casse sociale macroniste, nous appelons à la participation au nouveau front populaire. Plus que jamais, ne soyons pas résigné·es, mais uni·es et mobilisé·es autour de nos revendications, pour gagner.